

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 MARS 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/184 23TIC04 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE MONO- ATTRIBUTAIRE DE PRESTATIONS DE DEVELOPPEMENT AUTOUR DU LOGICIEL EASYVISTA ET PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES POUR LES BESOINS DE LA METROPOLE TPM ET DE LA VILLE DE TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/184

BUREAU DU 18 MARS 2024

**O B J E T : 23TIC04 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
MONO-ATTRIBUTAIRE DE PRESTATIONS DE
DEVELOPPEMENT AUTOUR DU LOGICIEL EASYVISTA
ET PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES POUR LES
BESOINS DE LA METROPOLE TPM ET DE LA VILLE DE
TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5, L2125-1 1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 27/02/2024,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne un Accord-Cadre à Bons de Commande mono-attributaire de prestations de développement autour du logiciel EASYVISTA et de prestations complémentaires pour les besoins de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Métropole TPM) et la ville de Toulon (VDT),

CONSIDERANT qu'il n'est pas prévu de décomposition en lots,

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 05/12/2023, avec une remise des offres fixée au 08/01/2024,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE, et de la plateforme de dématérialisation,

CONSIDERANT que 16 dossiers ont été retirés et 7 pour information seulement,

CONSIDERANT que 4 plis ont été déposés dans les délais,

CONSIDERANT qu'à l'ouverture des plis, il a été constaté que le candidat HIL-IT CONSULTING a remis une offre incomplète,

CONSIDERANT que les candidats HIL-IT CONSULTING, DEODIS et EXPERIS France ont remis une offre dépassant le seuil maximum annuel fixé à 160 000 € HT pour cette consultation,

CONSIDERANT que conformément à la jurisprudence Tribunal de l'UE (TUE, 7 décembre 2020, T 536/19), une offre dépassant le maximum de l'accord-cadre sera regardée comme irrégulière,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres les membres de la commission décident de classer N°1 l'offre de la SAS POLE SUD sise à La Penne-sur-Huveaune (13821),

CONSIDERANT que la société présentait les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que la société ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DECLARER les offres des candidats HIL-IT CONSULTING, DEODIS et EXPERIS France irrégulières.

ARTICLE 3

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature de la SAS POLE SUD sise à La Penne-sur-Huveaune (13821).

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le marché et tous les actes y afférents avec la SAS POLE SUD pour un montant estimatif de 156 150 euros HT (BPUF valant DENC), étant précisé que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Seuil minimum annuel en € HT	Seuil maximum annuel en € HT
16 000 € HT	160 000 € HT

ARTICLE 5

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01/04/2024 ou de la date de notification du contrat si cette dernière est postérieure au 01/04/2024. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 6

DE DIRE que les bons de commande relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur le Budget Principal et ses Budgets Annexes 2024 (et suivants), sur les opérations concernées et dans la limite des crédits disponibles.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 mars 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



